



**Zamba Akpe AMEYO**  
**HORIZON DEVELOPPEMENT (H.D.)**  
**TOGO**  
[horizonddev@yahoo.fr](mailto:horizonddev@yahoo.fr)

## **Introduction**

Notre pays le Togo, s'est engagé depuis le début des années 1990 dans un processus de démocratisation marqué par l'adoption d'une nouvelle constitution et d'une loi sur la décentralisation. Les réformes opérées ont instauré le pluralisme politique, la libération de la vie associative et la reconnaissance de droits et de libertés individuelles, parmi lesquels le droit des citoyens de participer à la gestion de la chose publique, l'égalité entre hommes et femmes.

Le Togo a également ratifié un certain nombre d'instruments internationaux et régionaux qui interdisent la discrimination à l'égard des femmes, et reconnaissent à ces dernières un certain nombre de droits dont celui de participer au même titre que les hommes, aux prises de décisions.

Force est de constater cependant que, malgré les diverses actions menées par divers acteurs de la vie publique y compris des organisations de femmes, ces dernières demeurent sous représentées dans les instances de prise de décision à tous les niveaux. Il en résulte qu'elles ne participent pas aux prises de décisions qui ont un impact sur leur vie. Malgré les engagements pris par les Etats, les besoins, intérêts des femmes ne sont pas toujours pris en compte par les décideurs. Elles vivent dans une situation de pauvreté croissante parce qu'elles subissent dans divers domaines des discriminations qui les empêchent de jouir au même titre que les hommes des droits civils, politiques, économiques et sociaux qui leur sont reconnus.

Seule une mobilisation des femmes elles-mêmes est susceptible d'obtenir un changement réel. C'est dans cette foulée que des mouvements féminins, féministes et mouvements sociaux se créent et/ou s'organisent partout où besoin y est afin de palier à ces insuffisances. Ces différents mouvements pour la plupart sont mis en place soit pour :

- Rendre effective la jouissance des droits humains des femmes.
- Ou tout simplement pour promouvoir principalement l'utilisation efficace par les femmes en général d'une variété de stratégies incluant la loi pour l'auto développement des communautés à la base.

Et tout ceci dans le souci :

- D'Influencer tous les processus décisionnels susceptibles d'avoir un impact sur notre condition de vie et celle des populations.
- D'être plus présentes dans les instances au sein desquelles les décisions sont prises.

## **I. Liens entre les mouvements féminins et féministes**

Avec ma conviction que les femmes doivent se faire entendre en ces moments critiques où cette classe de la société est rejetée, elle a le devoir de revendiquer tout simplement que lui soit reconnue au sein de la Société la place de citoyenne à part entière qui lui revient. Loin de réclamer un développement séparé de la femme par une amélioration exclusive de sa condition ou obtenir quelque privilège que ce soit au détriment de la composante masculine de la société. C'est un impératif que les femmes doivent se partager les informations sur ce qu'elles doivent attendre de ce dernier. Tout ceci a motivé ma structure à adhérer au réseau et coalition des organisations œuvrant pour la promotion et la protection des droits humains des femmes dont : WILDAF-TOGO (Femmes, Droits et Développement en Afrique) qui, en Afrique comme au Togo, maintient une présence institutionnelle aux sessions des principales institutions nationales, régionales et internationales traitant des droits humains des femmes. Il fait la surveillance et des plaidoyers au sujet des questions qui préoccupent les femmes en Afrique et est prêt à répondre à des appels urgents pour des actions de solidarité et de protection auxquelles je suis étroitement et activement impliquée.

### **1.1 Bonnes expériences**

Notre association est partenaire privilégié de l'AFARD-TOGO (Association des Femmes Africaines pour la Recherche et le Développement, Section Togo) grâce à laquelle j'ai pu prendre une part active à plusieurs ateliers de formation et séances d'informations qui, aujourd'hui me donnent l'opportunité de participer à ce 11<sup>e</sup> Forum triennal de l'AWID par le truchement de ce lien qui existe entre nous.

Notre structure est également membre actif du ROFAF (Réseau des Organisations Féminines d'Afrique Francophone) présidé par Madame Massan d'ALMEIDA à qui j'exprime ici mes sentiments de profonde et sincère gratitude.

Elle collabore avec plusieurs ONG et Associations de défense des droits humains en général et en particulier féminins notamment:

- GF2D (Groupe de réflexion, Femmes, Droits et Démocratie)
  - WILDAF-TOGO (Women in Law and Development in Africa)
  - HCDH-TOGO (Haut Commissariat des Nations-Unies aux Droits de l'Homme, Bureau du Togo)
- etc.

Actuellement, je suis membre de la Commission Education des Jeunes Filles mise sur pied dans le cadre du Projet « **Bonne Gouvernance et Participation des Femmes dans Sept (07) pays de l'Afrique de l'Ouest** » initié par le Bureau Sous Régional de WILDAF et financé par l'Union Européenne qui négocie présentement avec le Gouvernement et l'Assemblée Nationale à travers des activités de lobbying et de plaidoyer en vue d'obtenir la gratuité de l'école primaire dans notre pays.

C'est dire que l'élément le plus important de ces liens reste la communication ouverte et franche qui permettra que personne ne se sentira exclue. Il faut aussi mettre l'accent sur l'engagement à la cause et l'adhésion à la mission par les femmes elles-mêmes. Ces liens favorisent l'échange et le partage des expériences, la consolidation des relations de partenariat entre divers acteurs de développement d'une part, puis le renforcement des capacités et compétences de ces derniers d'autre part.

### **1.2 Mauvaises expériences**

S'il y a des organisations qui jouent un franc jeu, il y a par contre d'autres qui s'adonnent à l'hypocrisie, faisant de l'information et de la communication une chasse gardée, alors que celles-ci représentent un outil précieux de développement.

Ce qui fait que beaucoup de nouvelles sur les mouvements sociaux sont très peu connues des actrices et acteurs que nous sommes. Les informations sont souvent retenues au niveau de ceux ou celles qui en principe sont censés les mettre à la disposition de tous, sans exception aucune.

On se contente seulement de vous impliquer aux activités sur le plan national. Cependant, pour des voyages d'échanges à l'extérieur du pays, seul, les responsables se taillent une place de choix, or chacun ou chacune de nous dispose des potentialités à faire valoir et des connaissances à partager avec les autres lors de ces rencontres internationales.

## **II – Le genre et les mouvements sociaux**

L'intégration du genre et de l'égalité des hommes et des femmes en Afrique constitue un défi majeur pour la prise en compte des questions sexospécifiques dans différentes problématiques multisectorielles se rapportant au développement.

L'égalité des sexes fait aussi avancer le développement et réduit sans aucun doute la pauvreté.

**D'ailleurs, notre association tient toujours compte de la parité homme/femme dans le choix de ses membres pour participer à toute rencontre ou séance et même dans la négociation des financements pour tous nos projets.**

Au Togo, le Gouvernement a inscrit parmi les priorités du développement national, des actions en vue de faire de la femme, une actrice pleine et entière du développement.

Malgré tous les efforts déployés, le pays se trouve confronté à de nombreuses difficultés pour promouvoir le statut de la femme et surtout intégrer de façon systématique le genre dans le processus de planification et de programmation du développement.

Au-delà de ces difficultés, l'environnement international devient de plus en plus exigeant pour la mise en œuvre d'actions convergentes visant la réduction des inégalités de genre.

C'est justement pour trouver des solutions à ces manquements et renforcer les acquis que notre Gouvernement avec l'appui technique et financier de l'UNFPA (Fonds des Nations-Unies pour la Population) a organisé la semaine passée un atelier de validation du Document National en matière de genre.

## **III – Actions concrètes pour une meilleure intégration du genre et des droits des femmes dans les mouvements sociaux**

Historiquement, les femmes ont joué et continuent de jouer un rôle crucial dans l'intégration du genre et de l'égalité entre hommes et femmes à tous les niveaux. L'intégration du genre doit occuper une place centrale dans les mouvements sociaux. Et pour cela, les femmes doivent se mettre au cœur de toutes les actions.

Comme actions concrètes pouvant être menées pour une meilleure intégration du genre et des droits des femmes dans les mouvements sociaux, il faut :

- Que les femmes reconnaissent leurs droits et sachent qu'elles sont tenues de penser et d'agir autrement pour leur émancipation pleine et effective.

- Cultiver et renforcer sans distinction aucune la solidarité entre tous les acteurs des organisations de tous horizons.
- Créer et soutenir des alliances et des réseaux stratégiques afin qu'ils soient des porte-parole de la majorité silencieuse et des partenaires privilégiés des Gouvernements.
- Créer un Yahoo-groupe de manière à maintenir le contact entre les participants et à accroître les impacts après chaque rencontre.
- Communiquer efficacement afin d'élargir le champ de nos actions en vue d'influencer les décideurs.
- Instaurer une synergie entre tous les mouvements sociaux.
- Renforcer les capacités des organisations féminines.
- Stimuler et/ou favoriser la participation des femmes à toutes les rencontres sur le plan national, régional et international.
- Exiger de tous les participantes et participants à une quelconque rencontre, la restitution afin de favoriser le partage des informations avec la base qui n'a pas eu la chance d'être présente aux assises.
- Suivre rigoureusement et régulièrement les actes de tout séminaire, atelier, colloque, forum afin de sauvegarder leurs acquis.
- Evaluer périodiquement, les actions dans le but d'apporter éventuellement au besoin, des mesures correctrices qui s'imposeront.